

puis longtemps, a pris un nouvel aspect quand, le 20 mars, le Parlement iranien a adopté la loi de nationalisation de l'industrie pétrolière. Par la suite, sont survenus l'immobilisation de toute l'industrie pétrolière de l'Iran, l'expulsion du sein de cette importante industrie de tous les employés britanniques et enfin l'appel de l'Angleterre au Conseil de sécurité des Nations Unies pour qu'il joue un rôle d'arbitre. Cet organisme a fourni une réponse si vague qu'il n'a guère ainsi acquis de prestige.

Je n'ai pas le temps de récapituler les événements des derniers mois au Moyen-Orient, en Iran, en Égypte ou ailleurs. Je ne m'arrêterai donc brièvement qu'à certains éléments qui expliquent l'agitation présente dans cette région stratégiquement importante du Moyen-Orient. Je m'efforcerai de les placer en regard du problème plus vaste encore de la sécurité du monde occidental. Les disputes iraniennes et égyptiennes ont plusieurs choses en commun; on peut dire que l'une a découlé de l'autre sur le plan émotif et peut-être même aussi sur le plan politique. Toutes deux se caractérisent par un manquement unilatéral à des promesses solennelles et mettent ainsi en danger l'édifice de la loi internationale. Toutes deux s'inspirent du désir naturel et justifiable, de la part d'États qui ont subi pendant longtemps l'intervention étrangère, d'affirmer leur droit de diriger eux-mêmes leurs affaires intérieures, au risque de causer un grand tort à leur propre cause dans la poursuite de cet objectif compréhensible.

Les événements du Moyen-Orient sont une autre manifestation, déformée celle-là, du réveil national qui, dans tant de pays de cette région du monde, a mené à la révolte contre les influences étrangères. Trop souvent, un nationalisme légitime a rapidement dégénéré en xénophobie active à tel point que la stabilité de tout le Moyen-Orient, et peut-être même aussi de l'Afrique du Nord, est maintenant gravement menacée d'être renversée par la force.

Il serait insensé de sous-estimer la force de ce mouvement et de se méprendre sur les sentiments dont il s'inspire. Ce qu'il y a de plus tragique pour ces pays, et de dangereux pour la paix du monde, c'est qu'ils refusent aveuglément de reconnaître que, dans leur désir de s'assurer la pleine direction de leurs propres affaires par l'élimination de toute influence étrangère, ils s'exposent à la pénétration et à l'absorption communistes qui pourraient les entraîner dans l'orbite soviétique.

Rien ne nous assure que les pays du Moyen-Orient sont capables de repousser une attaque extérieure et, vu l'état actuel de leur évolution économique, politique et sociale, on peut se demander s'ils sont en mesure de maintenir un niveau de stabilité intérieure leur permettant de résister victorieusement à l'implacable poussée communiste sans l'appui que l'Ouest peut et veut leur donner. Les déplorables conditions économiques et sociales qui règnent dans toute la région en font, au contraire, un terrain fertile où le communisme, qui a déjà réussi à s'approprier faussement les couleurs du nationalisme, se développera et finira par dominer, si rien ne vient contrarier son élan.

Il doit être bien clair qu'advenant une telle éventualité, les pays intéressés perdraient d'un seul coup l'indépendance qu'ils présentent comme leur seul objectif. Le Moyen-Orient présente une importance stratégique bien trop grande au point de vue de la défense de la région nord-atlantique pour que nous permettions qu'elle devienne une région de puissance négative ou qu'elle passe entre des mains hostiles.

Il est donc d'une importance capitale du point de vue de la sécurité de l'ensemble des pays libres, dont nous sommes, et dans l'intérêt des États du Moyen-Orient eux-mêmes, que la situation qui règne dans la région méditerranéenne soit stabilisée le plus rapidement possible et que le principe de la sécurité collective et de l'action collective soit étendu à cette région vitale. En réalité, comme je l'ai dit la semaine dernière à la Chambre, une proposition en ce sens a été faite au